

Angoulême lance une pétition pour protester contre le désert ferroviaire qui se profile entre Paris et Bordeaux

jeudi 5 février 2015, par [lpe](#)

Face à la menace de réduction du nombre et de la qualité des TGV en gare d'Angoulême dès 2017, le Grand Angoulême souhaite mobiliser tous les acteurs publics, les entreprises et les habitants pour défendre le territoire.

L'agglomération lance aujourd'hui une [pétition en ligne](#) afin que les engagements soient respectés.

Liées par une convention signée avec l'Etat en 2011, les collectivités avaient alors obtenu « la garantie par l'Etat de dessertes au moins aussi nombreuses vers Paris et vers Bordeaux pour les quarante prochaines années ». Faisant fi des engagements, la SNCF envisage pourtant aujourd'hui de réduire d'un tiers le nombre d'arrêts en gare d'Angoulême.

Le département de la Charente, le GrandAngoulême, l'agglomération de Grand Cognac versent près de 45 millions pour financer la Ligne à Grande Vitesse et pour qu'elle s'arrête en gare d'Angoulême. Face au revirement de la SNCF, dès octobre le GrandAngoulême a cessé de payer sa contribution au financement de la LGV, suivie par le département et le Grand Cognac.

Par ailleurs, LISEA vient de lancer une campagne nationale de publicité visant à promouvoir la future liaison à grande vitesse entre Paris et Bordeaux et « le gain de temps pour les millions de voyageurs de l'axe ». Cette campagne publicitaire annonce « des trains plus rapides et des trains plus fréquents, au service de la mobilité des habitants et des milieux économiques ». La gare d'Angoulême, qui dessert un bassin d'habitants de 700 000 habitants comprenant le Sud Charente, une partie de la Charente-Maritime jusqu'à Royan et une partie du Périgord et du Limousin, ne souhaite pas être « l'oubliée de la LGV ».